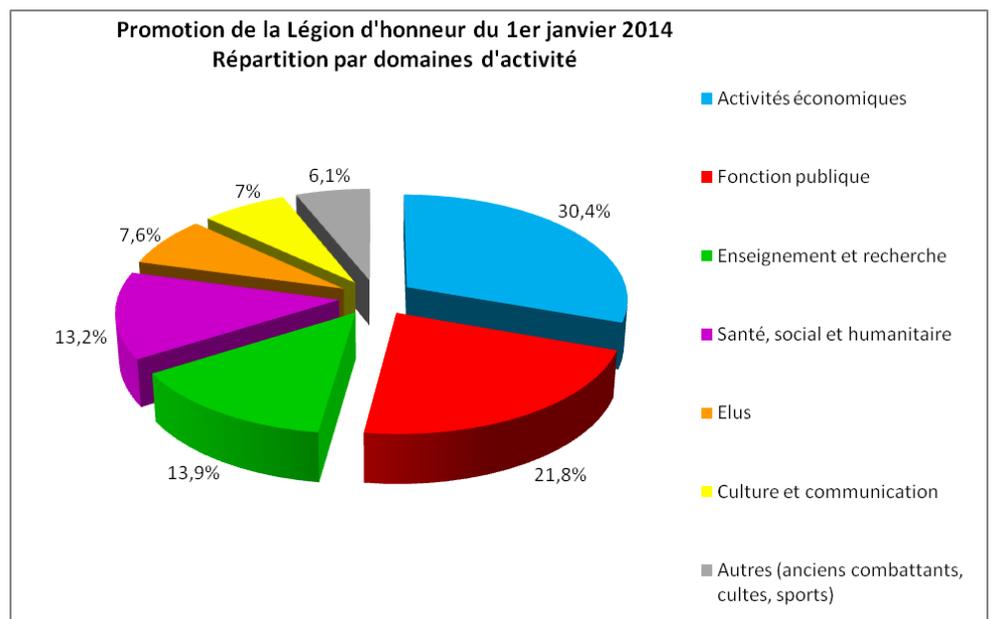




## Ordre de la Légion d'honneur : 657 décorés dans la promotion civile du 1<sup>er</sup> janvier 2014

La promotion du 1<sup>er</sup> janvier 2014 de la Légion d'honneur est publiée ce mercredi au *Journal officiel*. Elle compte 657 personnes dont 547 chevaliers, 83 officiers, 18 commandeurs, cinq grands officiers et quatre grand'croix. Illustres ou inconnus du grand public, ces décorés sont issus de l'ensemble des domaines d'activité du pays, répondant ainsi à la vocation d'universalité de la Légion d'honneur : 30.4% relèvent des 'activités économiques', 21.8% de la fonction publique (hors enseignement-recherche et santé-social-humanitaire), 13.9% de l'enseignement-recherche à quasi-équivalence avec l'univers santé-social-humanitaire (13.2%), 7.6% sont des élus, 7% appartiennent au domaine communication et culture, et les 6.1% restant se répartissent entre les anciens combattants, les cultes et les sports. Comme dans chaque promotion, quelques personnalités étrangères sont également distinguées.



Dans cette dernière promotion civile de l'année 2013, 30.4% **des décorés relèvent des 'activités économiques'** du pays qui sont représentées dans toute leur diversité de structure et de domaine. Parmi les dirigeants de grandes entreprises, Bruno Roger, PDG de Lazard Frères Banque, est élevé à la dignité de grand'croix ; Gérard Brémond, président du groupe Pierre et Vacances, est promu commandeur, Dominique Reiniche, présidente Europe de Coca Cola, officier, ainsi qu'Yves Carcelle, ancien PDG de Louis Vuitton ; Danièle Ricard\*, présidente du conseil d'administration de Pernod Ricard, et Natalie Rastoin\*, directrice générale d'Ogilvy One, sont nommées chevalier. Dans les entreprises de taille intermédiaire, Thierry Wasser\*, directeur de la création des parfums Guerlain, et Jean-Luc Grisot\*, directeur général de Valrhona, font leur entrée dans la Légion d'honneur, ainsi que, pour l'artisanat et les TPE, Marie Quatrehomme\*, artisan fromager (Paris), et Rose Suggello\*, restauratrice (Marseille). Parmi les professions libérales, on peut citer Catherine Hanser\*, expert-comptable, Jean-Pierre Ingrand\*, architecte, ou encore Patrick Gontard\*, avocat. Enfin, les personnalités s'investissant dans les organismes professionnels sont récompensées avec notamment Michel Doligé, président de la CCI du Gers (officier), et Marie-Laure Reynaud\*, présidente de l'association Femmes chefs d'entreprises (délégation de Lyon).

La **fonction publique** - hors enseignement-recherche et santé-social-humanitaire - **compte 21.8% des décorés** de la promotion. Le diplomate et historien Philippe Richer est élevé à la dignité de grand officier tandis que Jean-Pierre Beysson, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, est promu commandeur. Au ministère des Affaires étrangères, l'ambassadeur en Egypte Nicolas Galey\* est nommé chevalier ainsi qu'Agnès Romatet\*, chef du service économique régional à Canberra. A l'Intérieur, le préfet de Nord-Pas-de-Calais Dominique Bur devient commandeur, et sont faits chevalier Francis Bouvier\*, colonel de sapeurs-pompiers volontaires, et Agnès Zanardi\*, commissaire divisionnaire de police. A la Justice, Odile Falletti, présidente de section à la Cour nationale du droit d'asile, et Elisabeth Linden, présidente de la fondation d'Aguesseau (et membre du conseil de l'ordre national du Mérite) sont promues officier ; sont également distingués Hubert Moreau\*, chef d'établissement de Fleury-Mérogis, et Frédérique Dubost\*, procureure de la République près le tribunal de grande instance de Bergerac.

*\* Les personnes dont le nom est suivi d'un \* sont nommées chevalier.*

**Nota bene :** *les décorés mentionnés dans ce communiqué le sont à titre d'illustration de l'universalité de la Légion d'honneur. La liste exhaustive des décorés est consultable au Journal officiel, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2014 : [www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)*

**A l'enseignement et la recherche (13.9% de la promotion),** l'historienne Marie-Claire Bergère devient grand officier, la biologiste Pascale Cossart, commandeur, la généticienne Christine Petit, officier, le sociologue Serge Guérin\*, chevalier. Les mathématiciens sont à l'honneur avec Pierre-Louis Lions, promu commandeur, Laurent Lafforgue, officier, et Christophe Soulé\* nommé chevalier. Dans l'enseignement supérieur, on peut citer Jean-Michel Leniaud, directeur de l'Ecole nationale des Chartes (officier), et Christine Gangloff-Ziegler\*, présidente de l'université de Haute-Alsace ; pour le secondaire, José Fouque\*, proviseur du lycée Vauvenargues (Aix-en-Provence) et Anne Armand\*, inspectrice générale de l'Education nationale.

**L'univers de la santé, du social et de l'humanitaire rassemble 13.2% des décorés.** Dans le domaine de la santé, Antoine Dubout, président de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne (FEHAP), et Marie-Renée Babel, directrice générale adjointe de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France sont promus officier ; Pauline Moisson de Vaux\*, médecin psychiatre à l'hôpital européen Georges Pompidou, Anne Tursz\*, pédiatre-épidémiologiste, et Béatrice Idiard-Chamois\*, sage-femme à l'Institut mutualiste Montsouris (Paris) font leur entrée dans la Légion d'honneur. Dans le domaine social et humanitaire, sont notamment distingués, comme chevaliers, Jean-Jacques Eledjam\*, président de la Croix-Rouge française, Anna Lavedrine\*, présidente d'Accueil SDF (Grenoble), Pierre Issa\*, fondateur d'Arcenciel (Liban) ; Annie Richart-Lebrun, ancienne directrice à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) devient officier.

**Parmi les élus et assimilés (7.6% de la promotion),** Monique Pelletier est élevée à la dignité de grand officier ; les anciens ministres et députés Dominique Perben\* et Pierre Méhaignerie\* sont faits chevalier. Chez les élus locaux, Raymond Frugier, maire d'Oradour-sur-Glane devient officier, et Gisèle Perez\*, vice-présidente du Conseil général de l'Isère, chevalier.

Sont entendus comme « élus et assimilés », les élus locaux ainsi que les anciens parlementaires et anciens membres du gouvernement. Les députés et sénateurs ne peuvent être nommés ou promus dans l'ordre de la Légion d'honneur pendant la durée de leur mandat, de même que les membres du gouvernement (et les membres des cabinets ministériels) pendant leurs fonctions ministérielles.

*\* Les personnes dont le nom est suivi d'un \* sont nommées chevalier.*

**Dans le domaine de la communication et de la culture (7% de la promotion),** trois personnalités accèdent à la dignité de grand'croix : Alain Decaux, Geneviève Asse et Michèle Morgan. Jean-Paul Cluzel est promu commandeur, Geneviève Page, officier. Font leur entrée dans la Légion d'honneur, les journalistes Michèle Fitoussi\* et Pierre Péan\*, ainsi qu'Alain Baraton\* et James Thierrée.\*

On peut signaler ici Danielle Steel\*, romancière et mécène (fondation Nick Traina), qui est nommée chevalier. Elle est distinguée comme étranger résidant en France, à l'instar de sept autres personnes dans cette promotion. Les étrangers peuvent en effet être décorés de la Légion d'honneur s'ils ont rendu des services (culturels, économiques...) à la France ou encouragé des causes qu'elle défend (défense des droits de l'Homme, liberté de la presse, causes humanitaires...). Les échanges diplomatiques sont également l'occasion d'attributions de la Légion d'honneur, faites au titre de la réciprocité et soutenant ainsi la politique étrangère du pays : une pratique qui remonte aux origines de l'ordre.

Les étrangers sont nommés dans la Légion d'honneur mais, contrairement aux citoyens français, ils n'en sont pas membres. En cas d'acte contraire à l'honneur, la distinction peut leur être retirée.

**Dans les 6.1% des décorés** restant, on distingue notamment les **anciens combattants et personnes œuvrant au devoir de mémoire**. Guy Charmot, doyen des compagnons de la Libération et Serge Klarsfeld sont ainsi élevés à la dignité de grand officier ; Beate Klarsfeld devient commandeur. Les **cultes** sont eux aussi représentés, avec notamment le pasteur Claudette Marquet, promue officier. Dans le domaine des sports, on peut citer deux officiers : l'ancien ministre Roger Bambuck et Brigitte Deydier, chargée de mission auprès de la Fédération française de golf (et membre du conseil de l'ordre national du Mérite).

**La promotion du 1<sup>er</sup> janvier** représente la dernière des trois promotions civiles de 2013, après celles de Pâques et du 14 juillet. Deux promotions militaires sont par ailleurs publiées chaque année, l'une en mai pour les militaires de réserve, l'autre en juillet pour ceux d'active. Le nombre total de personnes distinguées annuellement dans la Légion d'honneur est d'environ 3.200, dans une proportion de deux tiers de décorés à titre civil et d'un tiers à titre militaire.

Fondée par Napoléon Bonaparte en 1802, la Légion d'honneur est la plus élevée des distinctions nationales françaises. Elle compte aujourd'hui 93.000 membres récompensés pour leurs mérites éminents au service de la nation, à titre civil ou militaire.

*\* Les personnes dont le nom est suivi d'un \* sont nommées chevalier.*

## Sommaire

---

<b>1. Critères d’attribution de la Légion d’honneur</b>	<b>p. 6</b>
La Légion d’honneur aux étrangers	
<b>2. Code et instances dirigeantes de la Légion d’honneur</b>	<b>p. 7</b>
Code, grand maître, grand chancelier, grande chancellerie, conseil de l’ordre	
<b>3. Procédure d’attribution de la Légion d’honneur</b>	<b>p. 8</b>
Initiative citoyenne	
<b>4. Discipline</b>	<b>p. 8</b>
<b>5. Lexique</b>	<b>p. 9</b>
<b>6. Chiffres clefs</b>	<b>p. 10</b>
<b>7. Histoire : évolution des effectifs et sociologie des décorés depuis 1802</b>	<b>p. 11</b>

**Plus d’informations** : [www.legiondhonneur.fr](http://www.legiondhonneur.fr)

## Contact presse

---

Alice Bouteille

LD : 01.40.62.83.15 / P : 07.61.87.98.11

[alice.bouteille@legiondhonneur.fr](mailto:alice.bouteille@legiondhonneur.fr)

## 1. Critères d'attribution de la Légion d'honneur

---

Le code\* de la Légion d'honneur précise dans son premier article qu'elle « est la récompense de mérites éminents acquis au service de la nation soit à titre civil, soit sous les armes ».

La Légion d'honneur est donc **universelle**, elle a vocation à distinguer des personnes issues de tous les secteurs d'activité du pays, de rang élevé ou modeste : militaires, industriels, commerçants, enseignants, artistes, agriculteurs, juristes, professionnels de la santé, sportifs...

Les « **mérites éminents** » des décorés prennent les formes les plus diverses puisqu'il s'agit d'apprécier l'action d'un être humain, unique par définition. La notoriété des actes doit être reconnue et un minimum de **vingt années d'activité** est requis.

Les légionnaires\* œuvrent **au bénéfice du pays** et non dans leur intérêt exclusif. Ils contribuent au bien public par la création d'emplois, le développement de l'éducation, le soutien aux défavorisés, la sécurité intérieure. Ils apportent des compétences propres à favoriser l'innovation technologique, scientifique, médicale, écologique ainsi que la création artistique et intellectuelle. Ils participent au rayonnement de la France à l'étranger par leurs interventions militaires et diplomatiques, leurs prouesses sportives ou le déploiement commercial de leur entreprise. La liste de ces mérites ne peut être exhaustive et chacun est évalué à l'intérieur de son champ d'activité.

### La Légion d'honneur aux étrangers

Les étrangers peuvent être décorés de la Légion d'honneur s'ils ont rendu des services (culturels, économiques...) à la France ou encouragé des causes qu'elle défend (défense des droits de l'Homme, liberté de la presse, causes humanitaires...).

Les échanges diplomatiques sont également l'occasion d'attributions de la Légion d'honneur, faites au titre de la réciprocité et soutenant ainsi la politique étrangère du pays : une pratique qui remonte aux origines de l'ordre\*.

Les étrangers sont nommés dans la Légion d'honneur mais, contrairement aux citoyens français, ils n'en sont pas membres\*. En cas d'acte contraire à l'honneur, la distinction peut leur être retirée.

\* voir lexique p.9

## 2. Code\* et instances dirigeantes de la Légion d'honneur

---

L'ordre\* de la Légion d'honneur est régi par une charte fondamentale, le **code**. Etabli en 1962 par la volonté du général de Gaulle, le code rationalise en un seul document les textes préexistants et définit une doctrine et des principes généraux de fonctionnement.

A la tête de l'ordre se trouve le **grand maître**. Depuis la création de la Légion d'honneur, cette fonction revient de droit au chef de l'Etat qui statue en dernier ressort sur toutes les questions de principe. Il signe les décrets de nomination et promotion\* des décorés ainsi que les décrets de discipline.

Il nomme le **grand chancelier**, choisi parmi les grand'croix de la Légion d'honneur pour un mandat de six ans renouvelable. Le grand chancelier - aujourd'hui le général d'armée Georgelin, ancien chef d'état-major des armées - est « l'ordonnateur principal » de la Légion d'honneur. Il préside le conseil de l'ordre et, assisté d'un secrétaire général, dirige la **grande chancellerie de la Légion d'honneur**. Cette institution d'Etat, autonome, rassemble trois activités de service public : administration de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite ; gestion de deux établissements d'enseignement public (collège et lycée) appelés Maisons d'éducation de la Légion d'honneur ; gestion du musée de la Légion d'honneur.

**Les 17 membres du conseil de l'ordre** sont choisis par le grand maître sur proposition du grand chancelier pour des mandats de quatre ans renouvelables. Ils sont représentatifs de la diversité d'activités du pays et eux-mêmes décorés de la Légion d'honneur. Réuni sous la présidence du grand chancelier, le conseil de l'ordre juge de la recevabilité des propositions de nomination et promotion dans la Légion d'honneur, ainsi que des mesures disciplinaires à prendre contre les légionnaires\* ayant commis un acte jugé contraire à l'honneur. Le rôle du conseil de l'ordre s'étend également aux questions relatives au statut et au budget de la Légion d'honneur.

\* voir lexique p.9

### 3. Procédure d'attribution de la Légion d'honneur

---

La procédure d'attribution de la Légion d'honneur obéit au principe de séparation des pouvoirs. Seuls les **ministres** peuvent proposer - selon un contingent prédéfini - des personnes pour nomination et promotion. Ils s'appuient pour cela sur leur cabinet, leur bureau des décorations, les directions internes et territoriales de leur ministère. Ils sont également dans un échange constant avec les préfets et les élus, ainsi qu'avec les acteurs publics, économiques et associatifs de l'ensemble du pays.

Les ministres transmettent leurs candidatures sous forme de mémoires de proposition\* au **grand chancelier** de la Légion d'honneur. Celui-ci préside le **conseil de l'ordre**, autorité indépendante, qui instruit ces propositions et en prononce la recevabilité ou l'ajournement - environ 15% sont refusés chaque année. Les décisions du conseil sont ensuite soumises à la signature du **président de la République**, grand maître de l'ordre\*, qui peut alors retirer des noms mais ne peut pas en ajouter. Un décret paraît au *Journal officiel de la République française* pour annoncer les nouvelles nominations et promotions\*.

Une fois nommé, le futur légionnaire\* doit se faire décorer pour être pleinement membre\* de l'ordre. Il désigne un décoré d'un grade\* équivalent ou supérieur au sien qui lui remettra les insignes de la Légion d'honneur lors d'une cérémonie de réception\*. Il détiendra alors un brevet attestant de son appartenance à l'ordre et pourra porter sa décoration.

#### Initiative citoyenne

Tout citoyen peut proposer dans la Légion d'honneur une personne qu'il estime méritante. Cette procédure appelée initiative citoyenne répond à des modalités précises, notamment le soutien de 50 signataires issus du même département et le dépôt du dossier en préfecture. Les candidatures considérées recevables par le préfet sont transmises aux ministères dont elles relèvent.

### 4. Discipline

---

Tout acte contraire à l'honneur commis par un décoré de la Légion d'honneur est susceptible d'entraîner des peines disciplinaires. Trois peines peuvent être prononcées : la censure, c'est-à-dire le blâme ; la suspension, dont la durée varie selon la gravité de la faute ; enfin, l'exclusion définitive. La suspension et l'exclusion sont prononcées par le grand maître et publiées au *Journal officiel*.

\* voir lexique p.9

Après instruction du dossier disciplinaire par la grande chancellerie, le conseil de l'ordre est appelé à proposer l'une des trois sanctions prévues par le code de la Légion d'honneur\*. Seule exclusion de droit : la condamnation par les cours ou tribunaux pour crime ou à une peine égale ou supérieure à un an de prison ferme.

## **5. Lexique**

---

### **Code de la Légion d'honneur**

Le code est la charte fondamentale de l'ordre de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite. Etabli en 1962 par la volonté du général de Gaulle, il rationalise en un seul document les textes préexistants et définit une doctrine et des principes généraux de fonctionnement. Il a été enrichi de façon conséquente en 1963 avec la création de l'ordre national du Mérite.

Le code est téléchargeable sur le site de la grande chancellerie : [www.legiondhonneur.fr](http://www.legiondhonneur.fr)

### **Grades et dignités**

Il existe trois grades dans la Légion d'honneur - chevalier, officier et commandeur - et deux dignités, grand officier et grand'croix.

La promotion dans la hiérarchie de l'ordre n'est en aucun cas automatique. On accède au grade supérieur par la preuve de nouveaux mérites et après une durée minimale de huit ans pour être promu officier, cinq ans pour le grade commandeur, trois ans pour être élevé à la dignité de grand officier et à nouveau trois ans pour la dignité de grand'croix.

### **Légionnaire ou membre de la Légion d'honneur**

Personne décorée de la Légion d'honneur et reçue dans l'ordre. Les ministres, les parlementaires et les membres des cabinets ministériels ne peuvent pas recevoir la Légion d'honneur (ou être promus) pendant la durée de leur mandat ou de leurs fonctions. Les étrangers ne sont pas membres de l'ordre (cf. p.6).

### **Mémoire de proposition**

Dossier d'une personne proposée pour être décorée.

Ce mémoire contient un exposé complet et détaillé des activités professionnelles de la personne et de tous ses autres engagements (mandat électif, activités dans le domaine de la formation, les branches professionnelles, en association, bénévolat, etc.). L'ensemble doit s'accompagner de documents complémentaires : enquête d'honorabilité,

extrait du casier judiciaire et, le cas échéant, avis de tutelle des ministères. Peuvent également figurer au dossier des listes de travaux ou publications.

### **Nomination et promotion dans la Légion d'honneur**

Une personne décorée pour la première fois fait l'objet d'une 'nomination' dans l'ordre de la Légion d'honneur. Une personne accédant à un grade supérieur fait l'objet d'une 'promotion'. Pour l'accès aux dignités, on parle également 'd'élévation' (cf. *supra* Grades et dignités)

### **Ordre**

Institution honorifique créée en vue de récompenser le mérite et obéissant à des principes communs.

### **Promotion de la Légion d'honneur**

Liste de personnes nouvellement décorées ou promues dans la Légion d'honneur. Il existe trois promotions civiles annuelles (1<sup>er</sup> janvier, Pâques, 14 juillet), une promotion pour les militaires en activité (début juillet), une promotion pour les militaires de réserve et les anciens combattants (courant mai).

### **Réception dans l'ordre**

Cérémonie au cours de laquelle le récipiendaire est décoré par un légionnaire d'un grade équivalent ou supérieur au sien, et qui fait de lui un membre de l'ordre.

### **Société des membres de la Légion d'honneur**

Cette association, créée en 1921 par le grand chancelier d'alors, le général Dubail, est une société de droit privé regroupant environ 55.000 des 93.000 légionnaires qui y adhèrent librement. Elle a pour missions principales l'aide aux décorés, la participation au rayonnement de la Légion d'honneur en lien étroit avec la grande chancellerie, siège de l'ordre, et l'engagement dans des activités de solidarité nationale.

En savoir plus : [www.smlh.fr](http://www.smlh.fr)

## **6. Chiffres clefs**

---

**Nombre de membres\* de la Légion d'honneur** : environ 93.000

C'est un chiffre stable depuis une dizaine d'année. Le code\* prévoit un nombre maximum de 125.000 décorés vivants.

\* voir lexique p.9

**Nombre de personnes décorées chaque année** : environ 3.200

Le nombre de décorés fait l'objet d'un contingent triennal de manière à pouvoir respecter le seuil maximum imposé par le code\* (125.000 décorés vivants). Les personnes distinguées sont chaque année environ 2.100 à titre civil (à parité hommes-femmes), et 1.100 à titre militaire (militaires d'active, de réserve et anciens combattants).

**Age moyen d'entrée dans la Légion d'honneur pour un civil**

On devient chevalier de la Légion d'honneur à 58 ans en moyenne.

**Nombre de dossiers ajournés au conseil de l'ordre**

Le conseil de l'ordre rejette chaque année environ 15% de dossiers, notamment pour des raisons de mérites insuffisants.

## **7. Histoire : évolution des effectifs et sociologie des décorés depuis 1802**

---

Au lendemain de la Révolution, Napoléon Bonaparte, alors Premier consul, entend réorganiser la nation épuisée par dix ans d'instabilité politique. La mise en place d'un système de récompense fait partie de ce programme au même titre que la rédaction du Code civil, la réforme de l'administration et de l'enseignement, ou la fondation de la Cour des comptes.

La Légion d'honneur est créée par une loi que le Corps législatif adopte le 29 floréal an X (19 mai 1802). C'est une distinction de mérite individuel, d'emblée universelle, que Napoléon Bonaparte conçoit ainsi : « Il faut créer un ordre\* qui soit le signe de la vertu, de l'honneur, de l'héroïsme, une distinction qui serve à récompenser à la fois la bravoure militaire et le mérite civil ».

Si Napoléon a décoré ses maréchaux et les armées qui ont contribué à la constitution du Grand Empire, il n'en a pas pour autant oublié les civils dont les premières promotions\* datent de 1803. Médecins (Corvisart), industriels (Oberkampf, Delessert), scientifiques (Cuvier, Monge, Montgolfier...), côtoient dans la Légion d'honneur artistes (David, Gros, Gérard, Houdon...), architectes (Fontaine et Peyre), musiciens, écrivains...

\* voir lexique p.9

Jusqu'au Second Empire, le nombre important de campagnes menées par la France entraîne une forte proportion de militaires dans les effectifs de chevalier (environ 75%), même si l'ordre s'ouvre petit-à-petit à d'autres classes de la société – ainsi notamment, sous la Monarchie de Juillet, à l'artisanat, la petite industrie et au négoce de quartier. Sous Napoléon III, avec un nouveau Bonaparte à la tête de l'Etat, la Légion d'honneur prend davantage d'ampleur et toutes les activités du pays y sont désormais représentées (essor de l'industrie, œuvres sociales...).

En 1900, les Français légionnaires\* sont un peu moins de 45.000. La guerre de 1914-1918 impose, par les sacrifices et actes de courage innombrables qu'elle génère, un élargissement des critères d'attribution de la plus haute distinction nationale. Les effectifs de la Légion d'honneur vont ainsi aller croissant en accompagnant les conflits dans lesquels le pays s'engage - Seconde Guerre mondiale, Indochine et Algérie -, mais également l'évolution de la société civile qui compte de plus en plus de décorés. En 1962, l'ordre comprend 320.000 membres\*.

Face à cette inflation qui aurait pu nuire à la crédibilité et au prestige de la Légion d'honneur si elle s'était prolongée, le général de Gaulle décide d'une grande réforme du système de récompense nationale afin de l'adapter aux transformations du pays. En 1962, il édicte un code\* de la Légion d'honneur, somme rationalisée et modernisée des législations précédentes, et fixe un nombre maximum de décorés vivants : 125.000. L'année suivante, il crée l'ordre national du Mérite qui permet de mieux graduer la notion de récompense et de remplacer la plupart des ordres\* ministériels qui sont alors supprimés.

Aujourd'hui, le nombre de légionnaires\* est de 93.000, un chiffre stable depuis une dizaine d'années. La proportion grandissante de civils dans les promotions\*, 64% en 2012, témoigne de l'évolution de la société et de l'absence de conflit d'envergure engageant le pays ces cinquante dernières années : en 1921, au lendemain de la première Guerre mondiale, 75% des effectifs étaient distingués à titre militaire. Autre mue majeure dans la sociologie des décorés de la Légion d'honneur (et de l'ordre national du Mérite) : la stricte parité hommes-femmes dans les promotions civiles. Appliquée sur décret depuis 2007, elle fait suite à une première décision présidentielle de 1996 qui fixait la proportion minimum de femmes à 25%. En 1991, les femmes ne représentaient que 10% des récipiendaires civils.

\* voir lexique p.9